



Déclaration liminaire de la délégation **FO DGFIP 54**



Monsieur le Président,

Marre d'être exemplaire...

Une fois encore, au nom de l'exemplarité, la DGFIP supportera en 2016, **54% des suppressions d'emplois** alors qu'elle ne représente que **6% des effectifs** de la Fonction Publique d'Etat.

Chaque année, les suppressions d'emplois représentent **la totalité des effectifs d'une Direction Départementale** des Finances Publiques comme la Gironde.

Rappelons que depuis sa création, la DGFIP aura perdu 18151 emplois et les services doivent fonctionner en plus avec des budgets en baisse constante. Les agents de la DGFIP ne comprennent pas que d'un côté l'Etat employeur ne leur donne pas les moyens d'exercer correctement leur mission de service public, alors que d'un autre côté l'efficacité de la dépense publique s'agissant du CICE n'est ni contrôlée ni même évaluée.

Pour la Meurthe et Moselle, c'est 24 suppressions de postes. C'est inacceptable !

Comme toujours, les **conditions de travail** des agents des Finances Publiques s'en trouvent davantage **dégradées** pendant que des **missions** sont **abandonnées** en catimini.

Pour faire face, la DGFIP est entrée dans une **spirale infernale de fermetures** de postes et de services au mépris des besoins réels des contribuables et usagers. Elle veut accréditer l'idée que le regroupement des services améliorera les conditions de travail, mais c'est un leurre. Au contraire, il sera ainsi plus facile encore de **continuer à supprimer des emplois**.

Les budgets de fonctionnement diminuent d'année en année et **la DGFIP n'a plus les moyens d'exercer ses missions**, alors que nos concitoyens, notamment les plus démunis, sont en droit d'attendre autre chose que des services en ligne aussi performants soient-ils.

Pendant ce temps, nos carrières sont de moins en **moins attractives** et notre **rémunération** n'est **plus à hauteur** ni des efforts demandés ni de la technicité requise.

Notre **pouvoir d'achat diminue** inexorablement alors que le **point d'indice est gelé depuis 7 ans**, que nous supportons l'augmentation de la retenue pension civile et la suppression de l'indemnité compensatrice.

Nos **droits et garanties**, relevant du Statut Général et de nos statuts particuliers, sont **remis en cause** par le protocole PPCR-AFP (parcours professionnels, carrières, rémunérations ou avenir de la Fonction Publique) qui entérine la mobilité forcée.

Les quelques dispositions des **règles de gestion** qui nous étaient les plus favorables sont **remises en cause sans discussion ni contrepartie**.

Nous devons subir les **restructurations** et les **fermetures** de sites (**Longuyon et Nomeny dans notre département**).

Vous justifiez ces fermetures au motif que ces postes ne seraient plus viables alors que vous êtes en leur ayant retiré les moyens de fonctionner, responsable de leur situation.

Nous exigeons

- **L'arrêt des suppressions d'emplois, restructurations et fermetures de sites.**
- **Des moyens à la hauteur des enjeux d'un service public de qualité.**
- **La reconnaissance financière de nos qualifications**
- **Le maintien des statuts particuliers.**

Pour **FO DGFIP 54** à la fois par respect des suffrages de nos collègues, et aussi conformément à notre mandat, il est de notre responsabilité de siéger aujourd'hui dans ce CTL consacré aux suppressions d'emplois 2016, pour y exprimer **nos revendications** et y **dénoncer** les contradictions de l'Administration qui mène depuis trop longtemps une politique aveugle lourde de conséquences pour les agents et les services.

Lors de nos nombreuses visites de services, **les collègues ont témoigné** de leur quotidien professionnel qui revient à **tenter** désespérément d'accomplir dans l'urgence, et sans aucune lisibilité, leurs missions, avec des conditions morales et matérielles **extrêmement dégradées** depuis plusieurs années.

Pourtant, ce n'est pas faute de dénoncer, nationalement et localement, **qu'il n'y a plus assez d'agents** dans les services pour assurer le service public républicain, normalement et sereinement !

Mais rien n'y fait, notre direction générale reste complètement **sourde et aveugle** à la réalité du terrain, à ce que les agents vivent au quotidien, aux conditions de travail réelles qui sont celles des services et **non celles fantasmées** de la démarche stratégique.

Les seules réponses de l'administration pour pallier à la dégradation sans précédent des conditions de travail ont été de réduire les horaires d'ouverture, sans s'attaquer à l'origine du problème, et de prévoir le démantèlement du réseau.

En conclusion, nous rappellerons que pour **Force Ouvrière** le service public de proximité est un fondement de la République.

C'est pourquoi **FO DGFIP 54** continuera de défendre et promouvoir le service public républicain, qui répond le mieux possible aux valeurs républicaines et aux besoins des citoyens-usagers.

Pour FO DGFIP 54, il n'y a pas de République sans service public et il n'y a pas de service public sans agents du service public !

